

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Haiti-Aux-portes-de-l-oubli>

Haïti : Aux portes de l'oubli

- Les Cousins - Amérique Centrale et Caraïbes -

Date de mise en ligne : mercredi 5 février 2003

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

L'association France Amérique latine (FAL) a organisé, dans le cadre du FSM, un atelier sur la dette de la France vis-à-vis d'Haïti. L'occasion de parler d'un pays que la communauté internationale semble avoir oublié.

Par Gotson Pierre

[AlterPresse](#)

[Groupe Mediaalternatif](#)

27 janvier 2003

"Plus qu'une dette, la France doit à Haïti des réparations", déclare Fabien Cohen, secrétaire général de FAL. Il annonce une série d'initiatives en vue de sensibiliser l'opinion publique internationale sur "les dettes" de la France envers Haïti ainsi que la mise en réseau des associations qui souhaitent s'impliquer dans la célébration du bicentenaire d'Haïti en 2004. Des propositions seront faites dans le cadre du prochain Forum Social Européen.

Au cours de l'atelier, le professeur Christophe Wargny a mis en évidence l'isolement d'Haïti et l'occultation de son histoire. "La révolution des esclaves en 1804 fait partie des trois révolutions les plus importantes de l'humanité, avec les révolutions française et américaine, a-t-il souligné, on a organisé l'oubli de la tierce révolution". Entre-temps, en Haïti, "les élites ont assumé la reproduction du système et le bicentenaire que préparent les autorités en place se résume au culte des grands ancêtres, comme une religion".

Restitution du tribut versé

Christophe Wargny prône le remboursement par la France de la rançon d'un montant de 150 millions de francs or qu'Haïti a été contraint de verser à l'Etat français, à partir de 1825, pour la reconnaissance de l'indépendance haïtienne. Il insiste aussi sur le fait qu'à l'occasion du bicentenaire, "la France doit sortir de son silence, car l'esclavage est un crime contre l'humanité".

Dans une demande formelle de "restitution du tribut versé" adressée par la députée guyanaise, Christiane Taubira, à Jean-Pierre Raffarin, le 1er janvier 2003, jour anniversaire de l'indépendance d'Haïti, il est dit : "Par ce geste accompli le jour où tous les républicains du monde commémoreront le bicentenaire de la République d'Haïti, première république noire au monde, la République Française renouera avec ses ambitions universelles, porteuses du message de la Liberté, de la Justice et de la Fraternité".

Les Caraïbes sur la touche

Plusieurs Haïtiens et autres Caribéens étaient présents.

Evoquant la difficile situation socio-économique et politique que vit actuellement le pays, Elvire Eugène, de l'Association des Femmes Soleil d'Haïti (AFASDA), s'est plainte du fait que le peuple haïtien ait été "abandonné".

D'autres participants haïtiens ont mis en relief la logique manichéenne qui domine dans la présentation qui est faite d'Haïti : soit un "discours stéréotypé", soit un "discours carte postale à des fins de lobby", qui évite de prendre en compte les actions et propositions des mouvements sociaux et acteurs de développement.

Pour leur part, des Martiniquais se sont dits étonnés de voir à quel point, même les pays d'Amérique Latine, n'évoquent pas Haïti, par exemple dans le cadre du Forum Social Mondial. Pourtant, la "révolution haïtienne a joué un rôle fondamental dans l'émancipation des pays de la région". Pour marquer le bicentenaire d'Haïti, ils ont donc annoncé la mise en oeuvre d'activités en Martinique.

Post-scriptum :

[AlterPresse- Groupe Medialternatif](#)- 27 janvier 2003